

Université : le rapport qui fâche

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'administrateur provisoire de l'USTV, Philippe Tchamitchian, a livré un diagnostic de la fac qui scandalise l'ancienne équipe dirigeante

Le torchon brûle entre l'administrateur provisoire et « l'ancienne équipe Oueslati ». Bien qu'il se défende de jeter de l'huile sur le feu, Philippe Tchamitchian vient de rendre public un texte intitulé « Perspectives pour l'Université du Sud Toulon-Var ».

Dans cette douzaine de pages sont détaillés les objectifs de l'USTV, mais aussi des dysfonctionnements dans la gestion des années passées. La réaction des vice-présidents, cinglante, n'a pas tardé. Philippe Tchamitchian, lui, « refuse de faire dans le déni : ce texte est un passage désagréable mais obligé pour quiconque veut que la crise qui a secoué l'établissement ne se reproduise jamais ».

« Ce n'est pas un bilan »

Il insiste sur le fait que son texte n'est pas un bilan mais « un diagnostic : à quoi faut-il remédier pour se sortir de la crise actuelle, la pire de l'histoire de l'USTV ? ». En attendant sa parution sur internet, le texte a été largement diffusé.



Philippe Tchamitchian sait qu'une partie de la communauté universitaire lui est opposé. Mais il précise que ses rapports sont « très bons avec les syndicats, nombre d'enseignants et de chercheurs dégoûtés du système ».

(Photo Dominique Leriche)

« Cette analyse peut être imparfaite mais j'aimerais qu'elle joue un rôle catalyseur et mobilisateur pour restaurer la sérénité. Cela passe par un moment où tout le monde doit savoir et regarder les choses en face. »

« Personnalisation et autoritarisme »

Le « diagnostic » établit un déficit dans l'exercice des missions, dans la gestion des ressources humaines et financières. Pour Philippe Tchamitchian, l'ancienne présidence aurait surtout entraîné l'USTV « dans une dynamique destructrice », avec un mode de fonctionnement basé sur « la personnalisation, l'autoritarisme et l'absence de méthode ». Il explique : « Ici plus qu'ailleurs, on a longtemps confondu les rôles avec les affects. La loyauté à l'établissement s'est effacée derrière celle aux réseaux. »

Une facture de téléphone à 1 000 euros

Le texte évoque un « dérapage » des frais généraux : « repas, récep-

tions et des factures pouvant aller jusqu'à 1 000 € par mois pour un seul téléphone. » Un détail ? « Déontologiquement, c'est extrêmement grave ! Et très symptomatique. »

Son remède

« Il faut restaurer une unité dans la communauté universitaire, que l'information circule, que soit reconstitué des processus d'élaborations forts avant toute prise de décision. Le monsieur X qui ne peut pas travailler avec Monsieur Y parce qu'ils ne s'aiment pas, c'est fini. »

Quid des élections ?

« Elles se feront. Avant l'été sans doute. Mais je ne vois pas en quoi ça pose un problème pour l'établissement du contrat quadriennal, qui doit fixer la politique de l'université pour les années à venir. Actuellement, il y a 200 universitaires qui travaillent sur ce contrat. Toute la communauté est mise à contribution. C'est le contraire de la personnalisation. »

MA.D.

QUATRE MOIS DE FRONDE

Le 23 octobre dernier, Philippe Tchamitchian est nommé administrateur provisoire de l'université Sud Toulon-Var. Le ministère de l'Enseignement Supérieur lui donne pour mission de « rétablir la sérénité ». Laroussi Oueslati est suspendu par la ministre Valérie Pécresse pour « entrave » à une enquête sur un trafic présumé de diplômes. Il démissionne. Philippe Tchamitchian demande à cinq vice-présidents de faire de même. Ceux-ci refusent. Depuis, la fronde autour des prérogatives de l'administrateur ne cesse d'enfler. Accompagnés d'une partie de la communauté universitaire, les vice-présidents réclament l'élection d'une nouvelle équipe dirigeante.

Laroussi Oueslati : « Un problème d'éthique »

Défendu par son ancienne équipe – « les gens l'aimaient, il était légitime et a fait du bon boulot », dixit Joël Grillasca – Laroussi Oueslati ne souhaite pour l'instant pas réagir au rapport qui épingle sa gestion. « Et pourtant, j'aurais des choses à dire, confesse-t-il. Mais je souhaite d'abord attendre mon passage devant une commission de discipline avant de m'exprimer ». Il nous

renvoie en revanche à son blog (1) où est exposé un « bilan de l'action entreprise de mars 2007 à octobre 2009. » Laconique, il se contentera de ces mots : « Les seuls organismes qui peuvent juger une université sont l'AERES et la Cour des comptes. Ils l'ont déjà fait, en des termes très favorables. Moi, je ne me serais jamais permis de critiquer la gouvernance de mon prédécesseur. Il y a là



un problème d'éthique et de morale. »

1. <http://oueslati.univ-tln.fr/>

Affaire des diplômes : Plusieurs étudiants chinois mis en examen

Les deux étudiants chinois mis en examen pour tentative de corruption et écroués en septembre dernier (2) ont été relâchés ces dernières semaines, a-t-on appris hier de source proche du dossier. Ils sont soupçonnés d'avoir essayé de monnayer des diplômes au sein de l'université Sud Toulon Var (USTV).

Dans le même temps, on apprenait de même source que « bien plus d'étudiants ont été mis examen dans cette affaire, et d'autres le seront encore. » Aucun chiffre n'a été confirmé mais selon l'un des témoins dans cette affaire, l'un des étudiants mis en examen en septembre agissait au nom d'une soixantaine d'étudiants.

L'instruction en cours a été confiée en avril 2009 à Franck Landou, juge habitué des affaires financières au tribunal de Marseille, siège de la Ju-

ridiction interrégionale spécialisée (IIRS). Depuis cette date, la PJ de Toulon a procédé à de nombreuses gardes à vue, indique de son côté le parquet de Marseille sans donner plus de détails.

Les enquêteurs tentent de déterminer s'il y a eu un trafic avéré de diplômes à l'université.

Cette hypothèse avait été écartée par une (rapide) enquête administrative diligentée par le ministère au printemps dernier. En septembre, les inspecteurs avaient néanmoins pointé de « graves irrégularités » dans les procédures d'admission des étudiants étrangers. C'est la raison principale pour laquelle Laroussi Oueslati, président suspendu puis démissionnaire de l'USTV, doit comparaître devant une section disciplinaire. E. M.

1. Lire nos éditions des 18 et 19 septembre 2009

Questions à



Joël GRILLASCA
Vice-président délégué de l'USTV

« Un texte truffé de mensonges, à la limite de la diffamation »

« Un texte truffé de mensonges, à la limite de la diffamation ». Si des dysfonctionnements ont eu lieu, il faut les réparer. Mais ils n'ont pas la gravité annoncée. Ce monsieur est un pompier incendiaire, qui veut asseoir une pseudo-légitimité sur des mensonges. Un exemple : il parle de frais généraux qui auraient explosé... Qu'il apporte des preuves ! Peut-être y a-t-il eu une légère augmentation avec la réception de délégations étrangères, mais pas de dérapage. D'ailleurs, le rapport de la Cour des comptes atteste d'une situation financière saine à l'université. C'est un

mensonge parmi d'autres. Qu'est-ce que vous en concluez ? Que l'administrateur a une parfaite méconnaissance de l'USTV. Mais ce n'est pas surprenant : il n'est là que depuis trois mois et n'a aucune légitimité pour produire pareil document. Au contraire de l'AERES (3) qui l'a fait et a démontré une bonne gestion de l'USTV. Quel devrait être son rôle ? Il doit organiser de nouvelles élections, afin de mettre en place une nouvelle équipe dirigeante. Tout le monde le réclame ! Au lieu de ça, on se retrouve avec une administration plénipotentiaire pilotée par la ministre. Il dit attendre que la sérénité revienne... Mais de quoi parle-t-il ? Il voit des

snipers sur le campus ? L'USTV n'a jamais cessé de fonctionner depuis les « affaires » qui l'ont secouée : les chercheurs cherchent, les enseignants enseignent, les étudiants étudient, etc. Pourquoi ces élections seraient-elles indispensables ? Nous devons établir un nouveau contrat quadriennal, qui va déterminer la politique de l'université jusqu'en 2015. C'est un acte politique qui ne peut être engagé que par des élus. En aucun cas par ce monsieur. Ne cherchez-vous pas à vous accrocher au pouvoir ? Imaginons que demain il y ait des élections : de fait, je ne serais plus vice-président ! Nous nous accrochons à une vision

démocratique de l'institution. Quelles sont vos relations avec M. Tchamitchian ? Je l'ai vu cinq minutes. Le temps qu'il me convoque dans son bureau pour demander ma démission. J'ai refusé, il m'a mis dehors, je ne l'ai plus revu. Depuis, nous sommes « placardisés ». Mais je vous garantis une réponse de notre part dans les jours à venir pour mettre fin à ses allégations mensongères.

RECUEILLI PAR MA.D.

1. Dans ses statuts, l'USTV compte trois vice-présidents et quatre autres vice-présidents délégués. Deux des vice-présidents ont été suspendus avec Laroussi Oueslati.
2. www.democratie-universitaire.fr
3. L'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.